



Mesdames, Messieurs, ne voyez pas dans mes propos le plaidoyer d'une Méditerranée retrouvée pour l'Europe. Mais bien le plaidoyer de l'Europe, l'Europe elle-même dont l'avenir économique, politique, social, culturel, se trouve dans la façon dont sera traitée la question de développement des pays et des régions riveraines de la Méditerranée. Pour comprendre cet enjeu énorme et bouleversant, car il y va de notre avenir social et culturel, il faut que l'Europe puissance ne devienne pas terriblement injuste et éviter qu'elle ne tourne définitivement le dos au projet de démocratie sociale rêvé par ses pères fondateurs. Cette Europe ne pourra pas rayonner sur le monde si son ambition n'est que d'imposer un système reposant sur le climat de l'économie et de la finance, si la plus grande aventure pacifique se laissait envahir par la technocratie, si la solidarité ne devenait pas son impératif catégorique.

L'Europe, quel horizon ?

Par Jean-François BERNARDIN

Quand nous avons choisi ce thème, il y a maintenant plus d'un an, j'avais la conviction que c'était un des sujets cruciaux du temps présent, déterminant pour l'avenir de nous tous. Ce matin, les intervenants ont largement expliqué pourquoi ce basculement général du monde nous pose un problème : comment bouge-t-on dans ce monde en transformation ?

La deuxième remarque vient du chef d'entreprise de base que je suis, qui participe à un certain nombre de réunions plus ou moins ouvertes sur l'élargissement de l'Europe et sur le sens et le devenir de cette l'Europe. Plus je vais dans les colloques, plus je suis inquiet. Alors que

je suis convaincu qu'il faut plus que jamais être optimiste.



Dans les années cinquante on nous disait : "écoutez, il y a un train - je vais employer cette image qui me semble parlante - pour aller vers un endroit précis qui s'appelle l'Europe des Six, porteuse d'un vrai projet". Globalement, on savait qui pilotait et on savait où on voulait aller. Puis on a vu monter des gens en cours de route. C'est vrai que je partageais l'inquiétude du Général de Gaulle quand l'Angleterre est entrée dans le Marché Commun ! Puis nous avons vu monter d'autres voyageurs, dignes d'intérêt d'ailleurs, et nous étions très contents de les voir monter.

Aujourd'hui quand on regarde l'horizon, on ne sait plus très bien où va le train, cela a été dit largement ce matin. Il n'y a plus un projet européen, il y a quasiment autant de projets européens que de pays ; en tout cas il y en a au moins trois, quatre ou cinq qui sont concurrents. Quand je parle avec ceux dont je pouvais penser qu'ils savaient vers où allait le train, ils me disent : "non, non, on n'en a aucune idée, mais on verra ça après". En tant que chef d'entreprise, ça me préoccupe un peu. Où l'élargissement



va-t-il s'arrêter ? Alain Lamassour est venu récemment à une assemblée générale de l'ACFCI, il y a cinq ou six mois, où il nous a gratifiés comme toujours d'un très bon exposé. Je partage son sentiment : il y a un moment où il va falloir gérer le problème du rapport avec les voisins.

On peut toujours élargir, il y aura toujours des voisins, et on n'est pas obligé d'être en guerre avec nos voisins, ni d'être ennemis avec nos voisins.

Il y a un moment où on est dedans et un moment où on est dehors. Le problème est de savoir sur quels critères.

Ce matin Dominique Moïsi disait : "la Turquie, c'est évident, doit être dans l'Europe". Honnêtement je trouve qu'il est évident qu'elle devrait être dehors. Je n'ai rien contre les Turcs, mais dès lors qu'on franchit la limite géographique de l'Europe, comment allons-nous faire si demain la Tunisie ou l'Afrique du Sud répondent aux critères de l'Europe sur le plan économique, culturel. Au nom de quoi les refusera-t-on si on a dépassé les limites géographiques ? Je n'ai pas la réponse, je sais que les Chefs d'Etat européens se sont engagés et que cela va se faire, sinon les effets psychologiques seront redoutables. Mais alors, l'Europe jusqu'à la Chine, pourquoi pas un jour ? Qu'est-ce que sera l'Europe à ce moment-là ? Je ne vois plus, je ne comprends plus et je ne sais plus où je vais. Comment pourrons-nous être entre nous, sans que nous soyons perçus comme exclusifs vis-à-vis de ceux qui seront nos voisins ?

Il y a cependant quelques lueurs d'espoir. Je voudrais saluer le travail du Président Valéry Giscard

d'Estaing et sa capacité, contre toute attente, d'aboutir à un texte commun, à un projet de constitution pour l'Union. A force de discuter, on peut peut-être arriver à dégager quelques idées, même si elles ne sont pas suffisantes, même si elles seront difficiles à appliquer.

Ce résultat est en soi un élément encourageant.



**Agir,
plutôt que gémir !**

On peut toujours dire que les politiques ont eu tort ou qu'ils ont eu raison, tout ceci ne sert strictement à rien.

Quand il pleut, on peut toujours gémir. Mais les gens actifs ne gémissent pas, ils prennent

leur parapluie, et les chefs d'entreprise se disent que s'ils avaient une fabrique de parapluies, ils se mettraient à vendre des parapluies !

A propos de l'Europe, les Chambres de Commerce et d'Industrie formulent trois observations assorties de recommandations ou d'initiatives.



**Sensibiliser les entrepreneurs
aux enjeux européens**

Premièrement, nos chefs d'entreprise ne connaissent pas suffisamment tous les enjeux liés à l'élargissement. C'est pourquoi nous avons, depuis l'année dernière, entrepris une campagne d'information à laquelle cette Université participe, pour dire à nos chefs d'entreprise qu'il est certes intéressant de discuter des mobiles qui président à ce nouvel élargissement, mais qu'à la vérité



L'ouverture est là, déjà effective. La vraie question est : que fait-on pour que ce nouvel espace soit utile à nos entreprises, à nos entrepreneurs et à la société française ? Nous avons pris cette initiative centrée sur l'information et la sensibilisation en liaison d'ailleurs avec les membres du Gouvernement qui sont concernés, et nous avons entrepris une politique de contacts avec les pays prochainement entrants dans l'Europe. Avec quelques-uns de mes collègues et en liaison avec nos ambassadeurs, nous avons déterminé, avec François Loos, les pays cibles par lesquels on devait commencer. Nous allons nous rendre en Pologne, en Tchéquie, en Slovénie, accompagnés de quelques présidents de Chambres et d'entrepreneurs pour nouer des liens et ouvrir les portes, pour éviter que la France ne soit en retard. C'est une première démarche pragmatique qui consiste à dire : la concurrence va s'accroître, nous rencontrerons des problèmes avec les fonds structurels, mais de toute façon cela va se faire. Alors comment fait-on pour que ce soit le plus profitable possible ?

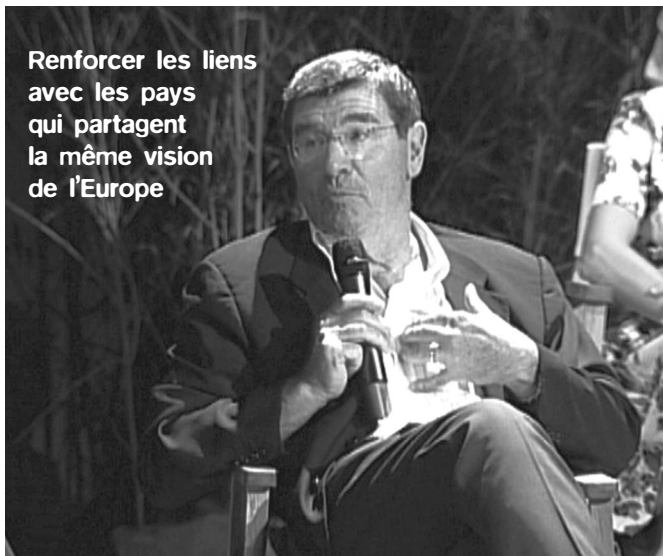
J'attire néanmoins l'attention, y compris de notre Ministre et des parlementaires, sur le fait qu'il y a un risque dans l'harmonisation des charges et des servitudes administratives. J'ai entendu un responsable économique dire qu'il faut que nos entreprises en profitent pour aller s'implanter là-bas ; ce qui est certes un projet louable, mais je ne suis pas

si sûr que les salariés de nos entreprises apprécieront. Voyons plutôt comment on peut à la fois nouer des liens et produire sur place, tout en veillant à minimiser les effets destructeurs pour l'emploi en France.

Il est essentiel de renforcer les liens avec les pays avec lesquels nous partageons à l'évidence la même vision de l'Europe, notamment avec les Allemands. Nous avons pris l'initiative pour nous rapprocher des Italiens, des Espagnols et des Allemands, pour voir entre chefs d'entreprise et entre Chambres de Commerce ce que nous pourrions faire ensemble. Le dernier point qui m'a frappé, et auquel je suis particulièrement attentif, c'est tout ce qui concerne le bassin méditerranéen et ce qu'on peut appeler le Sud, et en tout cas la France. Quand vous comparez la planisphère avec la dimension des pays en fonction de leur PIB, et la même planisphère

avec la dimension des pays en fonction de leur démographie, tout le monde comprend que nous sommes face à un véritable problème, conséquence du choc de deux dépressions : dépression démographique au Nord, dépression économique au Sud. Il n'y aura pas d'issue

satisfaisante pour l'Europe en général, et pour la France en particulier, si nous n'engageons pas un énorme effort d'appui au développement économique de l'Afrique et notamment du Maghreb.





Il n'y a pas d'autre solution pour ce développement que l'appui à la formation professionnelle dans ces pays. Chaque fois que nous transférons des richesses ou de la nourriture, nous commettrons une double erreur : cela aggraverait plutôt les choses plutôt que ça ne les facilitera. La seule chose qui soit transférable dans un pays, c'est la capacité technique, donc la formation ; mais pas forcément la formation des élites qui passionne tout le monde, mais la formation des techniciens de base, ce que j'appelle les sergents majors de l'économie. Il faut véritablement un véritable "plan Marshall de formation" des ouvriers, des techniciens de l'Afrique et du Maghreb, faute de quoi nous aurons les pires problèmes en Afrique et les pires problèmes en Europe.

L'Europe, quel destin ?



Par Renaud DUTREIL,
Secrétaire d'Etat aux PME,
au commerce,
à l'artisanat,
aux professions libérales
et à la consommation

Le Président des Etats-Unis d'Amérique a déjà répondu à cette interrogation, en parlant de la "Vieille Europe". Pour lui, la réponse est écrite dans ce vieillissement d'un continent qui

autrefois était le premier, qui aujourd'hui serait voué à être le continent de la sagesse, le continent des Anciens, le continent qui serait le réceptacle de la vieille civilisation, encadrée de structures qui petit à petit s'affaiblissent. Après tout, ce regard qu'il porte sur l'Europe n'est pas nouveau. Il s'appuie sur un certain nombre d'éléments : on peut tout à fait imaginer que l'Europe, demain, ce soit Gérontoland, le pays du grand âge, avec une population qui vieillit - c'est vrai que notre population vieillit - avec des emplois qui naîtraient essentiellement autour de ce vieillissement de la population, avec des Etats qui seraient de vieux Etats incapables de se réformer, avec des entreprises qui seraient de vieilles entreprises. C'est vrai que lorsqu'on regarde le CAC 40, et qu'on compare avec les entreprises cotées à New York, on s'aperçoit que 40 % des entreprises cotées à New York n'existaient pas en 1960 alors que notre CAC 40 a essentiellement des entreprises qui ont maintenant un âge vénérable.

Ce n'est pas ce discours de musée, ce discours d'un continent qui se refléterait en permanence dans son vieillissement, que j'ai envie de vous tenir. Je veux vous parler d'une Europe qui resterait en tête du mouvement d'humanité, orientée vers une stratégie de vitalité, de découverte et d'innovation.

- **Pour une Europe en tête du mouvement d'humanité**

L'humanité est en transformation permanente, il n'y a pas le temps de l'immobilisme, et puis de temps en temps des réformes ou des révolutions. A l'Europe de développer une stratégie de vitalité, pour l'ensemble de notre continent ! Cela nous conduit à regarder quelles sont